



Histoire, cités et régionalismes. Les capitales des Autonomies espagnoles, hauts lieux de mémoire?

Jean-Pierre Dedieu

► To cite this version:

Jean-Pierre Dedieu. Histoire, cités et régionalismes. Les capitales des Autonomies espagnoles, hauts lieux de mémoire?. Cocula (Anne Marie), Figeac (Michel), Guillaume (Sylvie), Loupés (Philippe). Entre tradition et modernité, l'identité aquitaine, PUB, Bordeaux, PUB (Bordeaux), p. 451-462, 2007. halshs-00444564

HAL Id: halshs-00444564

<https://shs.hal.science/halshs-00444564>

Submitted on 7 Jan 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire, cités et régionalismes

Les capitales des Autonomies espagnoles, hauts lieux de mémoire?

La place des capitales des Autonomies espagnoles comme lieu d'ancrage mémoriel d'un sentiment d'appartenance collective est très variable et ses antécédents historiques fort divers. Nous passerons rapidement en revue quelques cas avant de tirer de ces exemples des enseignements sur la dialectique entre histoire, politique et vécu identitaire qui sous-tend notre problématique. Nous tiendrons pour acquis que le lecteur connaît les grandes étapes par lesquelles est passée l'organisation territoriale de l'Espagne de la fin du moyen âge à nos jours: existence des royaumes chrétiens de Castille, d'Aragon, de Portugal et de Navarre à la fin du XVe siècle; union personnelle de l'Aragon et de la Castille, intégration de Grenade et de la Navarre à la Castille sous les Rois Catholiques; fusion institutionnelle de la Castille et de l'Aragon au début du XVIIIe siècle; organisation unitaire de l'Espagne en Etat national au début du XIXe; mise en place des Autonomies à la fin du XXe¹.

* *

*

Palma de Majorque constitue un cas extrême. Elle n'est pas la capitale de l'Autonomie des Baléares, elle est l'Autonomie. L'île de Majorque, sa principale composante, n'est historiquement et aujourd'hui encore économiquement, que le territoire municipal de Palma. Les autres îles de l'archipel, Minorque et Ibiza, en dépit d'une histoire assez différente² et d'une opposition parfois nettement affirmée à l'île principale, ont toujours fini par retomber dans son orbite. Les institutions de l'Etat ont suivi: royaume indépendant (XIIIe siècle), les Baléares constituent une vice-royauté autonome au sein de la Monarchie aragonaise puis espagnole, une province, capitainerie générale³ et ressort de cours d'appel tout ensemble au XIXe siècle. Les représentants du pouvoir central siègent naturellement à Palma, où une oligarchie locale extrêmement soudée - en dépit de multiples rivalités internes - a toujours su imposer sa politique à tous les gouvernements titulaires de la souveraineté sur les îles⁴.

Valence est la capitale d'un territoire qui, dans son noyau dur, ressemble à l'actuelle Autonomie valencienne depuis le XIe siècle au moins. Le territoire de la région est dès cette époque reconnaissable, bien qu'il ait connu des variations mineures jusqu'au XIXe siècle⁵ et que sa partie méridionale, le "gouvernorat d'Alicante", ait souvent regardé vers Murcie, voire Madrid lorsqu'au milieu du XIXe siècle le chemin de fer en a fait le port de la capitale. Le "Royaume de Valence" a toujours constitué une unité politique marquée au sein de tous les ensembles dans lesquels il s'est intégré. Même démembré en provinces en 1833, il n'en forme

¹ Sur la complexité du sentiment autonome en Espagne, une recherche sociologique: García Ferrando (Manuel), López Aranguren (Eduardo), Beltrán (Miguel), *La conciencia nacional y regional en la España de las autonomías*, CSIC, Madrid, 212 p. et une recherche historique: Alvarez Junco (José), *Mater dolorosa. La idea de España en el siglo XIX*, Madrid, Santillana Ediciones, 2001.

² Rappelons qu'entre autres avatars Minorque fut anglaise de 1708 à 1782, puis de 1798 à 1802.

³ La capitainerie générale est l'équivalent de notre région militaire, à la différence près que le capitaine général disposait au XIXe siècle d'un vaste pouvoir d'intervention dans les affaires civiles en cas de crise.

⁴ Juan Vidal (Josep), *El sistema de gobierno en el reino de Mallorca (siglos XV-XVII)*, Mallorca, El Tall, 1996; Juan Vidal (Josep), "Las finanzas mallorquinas en la época de los Austrias", *Hisenda reial i Finances Municipals (segles XIII-XIX)*, Palma de Mallorca, Cambra de Comerç, 2000; Serra Busquets (Sebastià), "La institucionalización y articulación de la Comunidad Autónoma de las Islas Baleares", *Anales de Historia Contemporánea*, 2004, XX, p. 395-406.

⁵ Notamment l'annexion, au milieu du XIXe siècle, des communes de Requena et d'Utiel prélevées sur la province de Cuenca, en Castille.

pas moins alors une capitainerie générale et le territoire d'une cour d'appel qui maintiennent vivace sa mémoire. Valence a toujours été la capitale politique incontestée de cet ensemble: siège du souverain musulman, elle devient siège du vice-roi chargé de l'administration du royaume chrétien qui prend sa suite au XIII^e siècle. L'intégration définitive au Royaume de Castille au début du XVIII^e siècle et la destruction des institutions forales qui l'accompagnent, n'y changent rien: les autorités nouvelles s'installant dans la capitale et conservant les frontières du royaume comme limites de leurs circonscriptions administratives. Le poids démographique et économique de Valence - elle est à la fin du XV^e siècle la principale ville de la péninsule ibérique et restera de tout temps l'une des toutes premières - assoie son rôle régional: le choix de la capitale de l'Autonomie s'est imposé de lui-même⁶.

Barcelone. Rien de plus erroné que de projeter dans le passé le leadership aujourd'hui incontesté de la ville dans sa région. Capitale d'un "principat" de Catalogne qui s'est très progressivement constitué par fusion d'états seigneuriaux indépendants au cours du moyen âge, Barcelone dut faire face pour s'imposer à une sérieuse résistance de la part de villes comme Lérida, Tarragone, Urgell, Vich ou Gérone. L'Etat central l'aida beaucoup en cela, n'en déplaise à la mémoire collective catalane actuelle. Siège des institutions comtales, puis royales qui appuient sur ses réseaux marchand leur action en Méditerranée, la monarchie l'impose comme capitale des institutions forales et prend l'habitude, dès la fin du moyen âge, de discuter avec sa municipalité des questions qui intéressent l'ensemble de la région. Son rôle administratif régional augmente encore avec la disparition des institutions forales au début du XVIII^e siècle, l'administration royale instaurant en Catalogne une centralisation administrative sans équivalent dans le reste du royaume, autour de l'intendance et de la capitainerie générale, qui siègent à Barcelone, davantage qu'autour des bureaux madrilènes. Le développement économique de la région au XIX^e siècle fit le reste: de plus en plus centré sur la capitale, il permit à celle-ci de s'imposer définitivement au point de masquer le reste du territoire, aux yeux du moins des étrangers à la région. L'historiographie enfin, tant la nationale que la régionale, se chargea de présenter la ville comme le chef d'orchestre et le guide d'un ensemble territorial qui en fait ne marcha jamais d'un même pas au cours, ni en temps de paix ni pendant les conflits qui opposèrent la Catalogne à l'Etat (Guerre des Moissonneurs de 1640, Guerre de succession, Guerres carlistes, Guerre civile de 1936) et qui constituent autant de haut lieux de la mémoire autonomiste⁷.

L'Extrémadure est un cas extrême. Il n'existe rien qui ressemble à son territoire actuel jusqu'en 1640, n'en déplaise à l'historiographie régionale. C'est l'armée qui constitue la région. Le soulèvement du Portugal contre Philippe IV lui donne en effet un rôle stratégique qu'elle ne perdra aux yeux des militaires espagnols que dans la seconde moitié du XX^e siècle et oblige à installer une armée permanente aux environs de Badajoz, place forte de toute première importance. L'actuelle Extrémadure n'est jamais que sa zone de ravitaillement. L'institution militaire l'a d'autant plus facilement agglutinée que la structuration territoriale antérieure était

⁶ Sur le passage d'une conscience historique à une conscience politique dans l'Autonomie valencienne: García Andreu (Mariano), "La configuración de la Autonomía Valenciana entre 1975 y 1983. De País Valencià a Comunidad Autónoma Valenciana", *Anales de Historia Contemporánea*, 2004, XX, p. 285-296. Sur ses difficiles rapports à la mémoire historique: Piqueras Infante (Andrés), *La identidad valenciana. La difícil construcción de una identidad colectiva*, Valencia, Edicions Alfons el Magnànim, 1996. Un bel exemple de manipulation de l'histoire pour créer l'image d'une communauté valencienne éternelle: Recio (Carles), *Valencia, Historia de una nacionalidad*, Carena, Valencia, 1996, 350 p.

⁷ Sánchez (Alejandro), dir., *Barcelone, 1888-1929. Modernistes, anarquistes, noucentistes ou la création fiévreuse d'une nation catalane*, Paris, Autrement, 1992. Riquer i Permanyer (Borja), "La construction des nouvelles entités dans l'Espagne du XIX^e siècle", Bertrand (Michel), Cabanel (Patrick), Lafargue (Bertrand de), ed., *La fabrique des nations. Figures de l'Etat dans l'Europe du XIX^e siècle*, Paris, Editions de Paris, 2003, p. 137-172.

faible et le caractère périphérique du territoire marqué. C'est ce dernier trait qui imposa la création d'un tribunal d'inquisition à Llerena à la fin du XVe siècle, dont le territoire dessine le premier ensemble territorial dans lequel on puisse reconnaître l'Extrémadure. La capitainerie générale de Badajoz (1640) sera suivie de la création d'une province au début du XVIIIe siècle, puis de l'installation d'une Audiencia royale (équivalent de nos Parlements) à Cáceres (1790). Le concordat de 1851, en liquidant le territoire *vere nullius* des ordres militaires qui occupait une place considérable au centre de la région, augmenta fortement sa cohérence ecclésiastique, autour des évêques de Coria et de Badajoz. Une certaine homogénéité dans les pratiques agricoles et une commune marginalisation⁸ firent le reste pour donner naissance à une région "molle" à la fin du XXe siècle. On remarquera la dispersion de la fonction de capitale entre différentes villes. L'absence permanente d'un centre fort explique la faible structuration de la région, tant dans ses composantes matérielles que dans les représentations⁹.

L'abondance et l'ancienneté des capitales possibles est en revanche del trait marquant de l'Autonomie de Castille et Léon. Elle est au XVIe siècle la seule région de la Péninsule à disposer d'un véritable réseau urbain, structuré, hiérarchisé entre les composantes duquel se répartissent clairement les fonctions¹⁰. Ces villes souffrent durement de l'affaiblissement de l'économie régionale au XVIIe siècle. Surnagent dans ce désastre celles qui assument les fonctions politiques et administratives les plus fortes. Au premier chef Valladolid, qui a été la capitale de fait de la Monarchie espagnole jusqu'à la fin des années 1550, qui a durement souffert du transfert de la cour à Madrid, mais qui a gardé la Chancellerie royale qui fait d'elle une ville parlementaire, et l'Université. Sa position est renforcée en 1800 par l'installation de la capitainerie générale, qui jusque là avait son siège à Zamora: elle est justement attirée par la Chancellerie, dont le capitaine général vient de se voir confier la présidence. Cette concentration d'élites régionales valorise au XIXe siècle la position centrale de la ville sur les hauts-plateaux du nord et lui assure une discrète mais réelle fonction de commandement régional. C'est elle qui lui permet, au milieu du XXe siècle, d'attirer coup sur coup deux énormes investissements industriels français, les usines Renault et Michelin, qui occuperont à leur maximum près de 50 000 ouvriers à elles deux dans la conurbation Valladolid - Palencia, qu'elles contribuent puissamment à former. Ce dynamisme permet à la ville de devenir le siège de la capitale régionale à la fin du siècle dernier, en dépit de la concurrence de Burgos, sa rivale malheureuse à qui l'Etat franquiste destinait les investissements industriels dont l'influence des réseaux vallésolitain l'a finalement privé, en dépit de la concurrence de Salamanque et de Ségovie, qui excipent principalement de leur passé, et même de Léon, qui chercha en vain à ressusciter une conscience locale propre, fondée sur de vieux souvenirs médiévaux. L'accentuation de l'exode rural et la rapide désertification de tout ce qui n'est pas situé à proximité immédiate des grands axes routiers qui joignent la France à Madrid et au Portugal renforce par défaut le leadership, aujourd'hui incontesté mais mal aimé, de Valladolid¹¹.

⁸ Sur la force agglutinante de la marginalité, voir Guichard (François), *L'Articulation des territoires dans la Péninsule ibérique*, Bordeaux, PUF, 2001 et Guichard (François), López Trigal (Lorenzo) et Marrou (Louis), *Itinerarios transfronterizos en la Península ibérica*, Zamora, Fundación Rei Afonso Henriques, 2000.

⁹ Sánchez Marroyo (Fernando), "Historiografía de la Extremadura contemporánea", *Alcántra*, 1996, XXXIX, p. 147-174; *Historia de Extremadura*, Badajoz, Universitas editorial, 1985, 4 t. Sur la l'inexistence d'un réseau urbain susceptible de dégager une capitale forte: Baigorri (Artemio), "La red urbana en Extremadura y el Alentejo", in: Rodríguez Cancho (M.), *Atlas visual de Extremadura y Alentejo, Salamanca, Editorial Extremadura*, 1997 (texte en réseau: www.unex.es/sociolog/Baigorri/papers/ext_al, 12/02/2006).

¹⁰ Yun (Bartolomé), *Marte contra Minerva. El precio del imperio español, c. 1450-1600*, Barcelone, Crítica, 2004.

¹¹ Sur l'absence de tradition historique forte à la racine de l'Autonomie de Castille - Léon: Carasa (Pedro), "Límites del uso de la memoria histórica en la construcción de la región castellana", Carasa (Pedro), coord., *La*

L'Andalousie, comme la Vieille Castille, s'est trouvée dans l'obligation de choisir entre les candidates au rôle de capitale. La région, sous l'Ancien régime, ne forme en aucune manière une entité reconnaissable. Elle est partagée entre quatre provinces, deux puis quatre capitaineries générales ou juridictions assimilées, deux cours supérieures (la Chancellerie de Grenade et l'Audience de Séville), une dizaine de juridictions épiscopales - dont deux métropolitaines - et trois centres universitaires. Le tout est piloté par au moins sept villes de première importance, qui ont un notable pouvoir de commandement sur la région qui les entoure, dont deux au moins, Séville et Cadix, peut-être trois (Málaga), ont une réelle importance internationale, mais que ne s'articulent pas en un réseau cohérent. Elle ont d'ailleurs du mal à dominer la turbulence de quelques dizaines de petites villes qui leur tiennent localement la dragée haute, fortes de la présence fréquente en leur sein de juridictions ecclésiastiques (Baza, Guadix), militaires (Vélez Málaga, Puerto de Santa María) ou seigneuriales (Osuna, Vélez Blanco, Vélez Rubio, Huelva, Niebla...), largement autonomes vis-à-vis de des instances locales de l'administration royale, fortes aussi d'oligarchies locales dynamiques. Si la conscience localiste est très intense, la conscience régionale paraît en revanche inexistante. C'est au XIX^e siècle que surgit, pour l'essentiel en dehors de la région, l'idée d'une Andalousie unitaire, partageant une culture et des problèmes communs. Tout aussi fondamentale que la création de cette image, la profonde réorganisation du réseau urbain causé par les circonstances politiques et économiques. La disparition des seigneuries et la structuration forte des instances de gouvernement local autour des provinces qui s'opère entre 1800 et 1850 concentre très fortement les fonctions de commandement dans les huit chefs-lieux qui sont sélectionnés pour les diriger. La disparition des majorats facilite le drainage des élites locales vers ces pôles d'attraction. L'effondrement du commerce d'Amérique débarasse Séville de sa principale rivale, Cadix, qui perd l'essentiel de ses ressources économiques. La réforme judiciaire des années 1830 qui transforme les vieilles audiences-parlements en cours d'appel strictement cantonnées dans un rôle judiciaire et qui remodèle leur ressort affaiblit considérablement Grenade, qui vivait en grande partie de son rôle de capitale judiciaire. Séville gagne par défaut. Elle seule conserve dans la durée des élites fortement structurées, une véritable vie culturelle et un rayonnement international (organisation d'une exposition universelle au début du XX^e siècle). Dans une région où la conscience autonomiste n'est pas très vive, mais où, revanche, est très présent le sentiment de la nécessité de faire bloc pour infléchir en sa faveur les décisions nationales, la bourgeoisie sévillane sait lors de la transition démocratique créer une unité andalouse dont la direction lui échoit tout naturellement. En dépit d'une tension toujours perceptible avec une "Andalousie orientale", qui regroupe en gros l'ancien royaume de Grenade et la province de Jaén¹².

Tolède, Ciudad Real, Guadalajara, Cuenca et Albacete se partagent les institutions du gouvernement de l'Autonomie de Nouvelle Castille. C'est éclatement reflète l'impossibilité où s'est trouvée la région de générer un organisme urbain dominant. Elle abritait pourtant, dans la première moitié du XVI^e siècle, l'une des principales villes du pays, Tolède, dont l'action structurante se faisait de plus en plus fortement sentir. Aurait-elle réussie, appuyée sur une industrie dynamique, un commerce puissant et une évêché aux ressources immenses, à structurer une véritable région autour d'elle? Nous ne le saurons jamais, car Madrid parut. Certes, ce ne fut pas immédiat. Certes, l'installation de la capitale dans cette ville moyenne,

memoria histórica de Castilla y León. Historiografía castellana en los siglos XIX y XX, Valladolid, Junta de Castilla y León, 2003, p. 563-577. Sur les difficultés à structurer l'Autonomie: González Clavero (Mariano), "La compleja articulación de Castilla y León como comunidad autónoma", *Anales de Historia contemporánea*, 2004, XX, p. 257-283.

¹² Lacomba (Juan Antonio), "La realidad autonómica andaluza. Dinámica política en la Andalucía constitucional y autonómica (1978-2004)", *Anales de Historia Contemporánea*, 2004, XX, p. 297-312. Lavallé (Bernard), *Séville, vingt siècles d'histoire*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1992.

jusque là efficace relais de Tolède, n'est pas seule en cause: la crise économique qui dans la première moitié du XVIII^e siècle affecta la région joua le rôle d'un déclencheur. Le fait n'en reste pas moins que Tolède, Cuenca, Guadalajara, voire Talavera de la Reina, furent privées de leur pouvoir de commandement et d'une grande partie de leurs élites, absorbées par une capitale nationale qui créa autour d'elle un déficit accentué de fonctionnalité urbaine. L'Autonomie vint par défaut. Il était exclu d'en donner la tête à Madrid. La province-capitale forma donc région autonome uniprovinciale qui correspondait assez bien à l'époque où elle fut créée à sa zone d'influence urbaine immédiate. Le reste, l'espace relativement amorphe qui s'étendait entre Madrid et l'Andalousie, entre Madrid et Valence ou Murcie fut érigé en Autonomie pour combler un vide sur la carte. Exactement comme avait été érigée en capitale provinciale au XIX^e siècle Albacete, l'une de ses composantes¹³.

L'Autonomie basque a pour capitale Vitoria, chef-lieu de l'Alava. Personne au début des années 1970 n'aurait imaginé qu'il en serait ainsi. Vitoria était à l'époque à coup sûr le moins important des trois chef-lieux de province que comprend Euskadi dans sa configuration actuelle. Le caractère basque de l'Alava, ne semblait d'ailleurs pas évident à beaucoup, à commencer par ses propres habitants qui avaient, sous la seconde république (1931-1939) fortement compliqué la création d'une autorité basque en votant majoritairement contre au référendum censé en ratifier la naissance. Cette faiblesse traditionnelle du sentiment autonomiste fut l'une des raisons principales qui conduisirent au choix de la ville et aux très considérables investissements qui l'accompagnèrent: c'était une manière comme une autre de l'amarrer définitivement. Ces considérations hautement circonstanciées ne purent s'exprimer qu'à cause d'un trait particulier du nationalisme basque: son désamour de la ville. C'est, dans la région, une vieille tradition. Le nationalisme basque remonte à la fin du XIX^e siècle, pas au delà. Les trois provinces qui constituent aujourd'hui l'Euskadi avaient cependant auparavant en commun d'être dirigées sous le contrôle, ferme mais lointain de la monarchie, par des Etats provinciaux qui conservaient encore à la fin du XVIII^e siècle un beau dynamisme. Dirigées séparément. Une tension constante existait cependant, dans les trois provinces, pour le contrôle de ces assemblées entre les villes et les bourgs ruraux. Elle était particulièrement vive en Biscaye, plus atténuée en Alava, mais toujours présente. L'accusation, d'ailleurs non entièrement dénué de fondement, portée par les campagnes qui voyaient dans les villes un cheval de Troie de l'autorité royale était l'une de ses composantes. Les Guerres carlistes, qui constituent un facteur important dans la création d'une solidarité entre ces provinces, furent aussi une guerre des campagnes contre les villes: le caractère mythique qu'acquirent dans l'imaginaire des deux adversaires les deux sièges de Bilbao par les carlistes en sont la meilleure preuve. Sabino Arana, le créateur du PNV, lui-même pourtant enfant de la ville, comme ses premiers partisans, s'inscrit donc dans une tradition affirmée lorsqu'il oppose la santé, la paix bucolique des campagnes riantes de verdure, véritablement basques, à la noirceur physique et morale de la ville, entre des émigrants castillans, sources de toutes les perversions, et siège préféré des institutions d'un état oppresseur. La transformation de Saint Sébastien en capitale d'été de la Monarchie, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, pratique continuée par le régime franquiste, ne pouvait évidemment qu'accentuer ce sentiment. Le

¹³ Sur le rôle agglutinant de Tolède au XVI^e siècle: Montemayor (Julian), *Tolède entre fortune et déclin (1530-1640)*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 1996, p. 133-190 et 445-480, et "La red urbana en Castilla la Nueva en los siglos XVI y XVII, *Cuadernos de Investigación histórica: Brocar*, 1987, XIII, p. 141-153. Sur la difficulté récurrente à fixer les limites administratives dans la région, faute de structuration urbaine: Vilar (Juan Bautista), "Las Provincias de Albacete y Murcia en las rectificaciones de límites y en los procesos de reordenación territorial posteriores a la división provincial de Javier de Burgos (siglos XIX y XX)", *Anales de historia contemporánea*, 2004, XX, p. 315-327. La région a si peu d'existence unitaire réelle que nous avons eu du mal à trouver de la bibliographie scientifique sur son histoire récente, cas unique parmi toutes celles que nous avons étudiées.

nationalisme basque, pour ces raisons, n'a pas cristallisé autour d'une pôle urbain, bien que la région n'ait nullement été dépourvue de villes puissantes à forte capacité structurante. Le choix d'une résidence pour le gouvernement autonome n'était donc pas prédéterminé¹⁴.

* *

*

Il ne nous est pas possible de continuer cette revue sans déborder exagérément de l'espace qui nous est alloué. Peu importe d'ailleurs: nous disposons maintenant d'une batterie suffisante de cas pour tenter une réflexion d'ensemble que l'examen des neuf Autonomies restantes n'enrichirait que marginalement.

Diversité donc du rapport de l'Autonomie à sa capitale. Aucune loi générale, aucune corrélation, en particulier, entre son degré de cristallisation sur la ville (Catalogne) et la force du sentiment autonomiste (Pays Basque, Galice). Le choix de la capitale fut toujours le résultat d'un processus inscrit dans un temps qui dépasse l'échelle courte du sociologue, du politiste ou de l'économiste; mais ses voies sont si diverses qu'il semble impossible de dégager des règles, dans l'état actuel de nos connaissances du moins.

Nous voudrions cependant attirer l'attention sur l'importance de l'un des facteurs en jeu: le politique. Elle est évidente lors de l'opération finale qui en marque le terme: le choix d'élever un espace au rang de région et le choix du siège de la nouvelle autorité sont des décisions politiques par essence, dans lesquelles les considérations économiques, sociales, religieuses, voire culturelles, restent accessoires. Mais le politique intervient aussi fortement en amont. Les régions espagnoles ne sont pas des créations spontanées du génie des peuples: celles d'entre elles du moins dont l'entité est la mieux marquée, celles en fin de compte qui ont structuré l'Espagne des autonomies, sont le produit de décisions politiques prises il y a souvent plusieurs siècles. Quant aux villes capitales, cette capitalité nouvelle n'est généralement que le dernier maillon dans une longue série d'attributions de fonctions de commandement par les autorités du royaume et de l'Etat. Les rares cas où il n'en va pas ainsi - la Galice, avec Saint-Jacques de Compostelle, est en fait le seul que l'on puisse sans hésitation aucune ranger dans cette catégorie - sont des régions où la présence de l'Etat a toujours été faible et où les villes, en outre, ont historiquement eu un rôle plus faible qu'ailleurs dans l'articulation du territoire.

Les deux phénomènes sont liés. L'Etat a besoin des villes comme relais de ses institutions. Les villes qu'il choisit, à l'inverse, renforcent leur position relative par rapport à leurs concurrentes délaissées. Le rôle de capitale régionale, au sens plein que nous donnons au terme de capitale et qui déborde le champ institutionnel, est éminemment historique, politique et non moins éminemment étatique. Non pas par un effet de mémoire rémanente relevant de la culture et des représentations, mais parce que l'Etat a organisé, depuis toujours, des flux de tous ordres et qu'il les a tout naturellement centrés sur les lieux où étaient ancrés ses institutions. C'est vrai de l'Espagne comme de l'Amérique espagnole¹⁵.

On a récemment montré comme l'espace chilien avait été taillé dès l'époque coloniale par l'Audience (la Cour d'appel royale) de Santiago. Les postes de commandement,

¹⁴ Portillo Valdés (José María), "El país de los fueros. Política, instituciones y derecho en las provincias vascas durante la Edad moderna", in: Imízcoz (José María), dir., *Redes familiares y patronazgo. Aproximación al entramado social del País Vasco y Navarra en el Antiguo Régimen (siglos XV-XIX)*, Vitoria, Universidad del País Vasco, 2000, p. 000 - 000. Arriola Aguirre (Pedro María), "Vitoria - Gasteiz: la discreta capital de Euskadi", *Boletín de la Asociación de Geógrafos españoles*, 1991, XIII, p. 143-163.

¹⁵ Dedieu (Jean Pierre), "Comment l'Etat forge la nation. L'"Espagne" du XVIe au début du XIXe siècle", *Mélanges de la Casa de Velazquez*, 2006, sous presse.

indispensables aux oligarchies locales pour l'exercice et la perpétuation de leur pouvoir, étaient en Amérique distribués par le roi. La distance rendait très difficile la circulation de l'information politique jusqu'à Madrid. Celle-ci était en fait concentrée, à la façon d'un quasi monopole, autour des échanges institutionnels de rapports entre l'Audience, le capitaine général et l'évêque de Santiago d'une part, les services chargés de la gestion des Indes en Espagne de l'autre. Pour agir efficacement sur la monarchie et acquérir ainsi un avantage décisif sur les rivaux locaux, un oligarque était donc obligé d'en passer par ces trois institutions qui siégeaient toutes trois à Santiago. Au bout de deux siècles de cet exercice, le plis était pris, les réseaux locaux étaient fortement centrés sur la capitale et le Chili était né dans les limites qu'il aura lors de son indépendance. En dehors de quelques micro-états d'Amérique centrale, tous les pays d'Amérique latine se sont constitués autour d'une Audience/capitainerie générale espagnole. On comprend pourquoi. L'acéphalie provoquée au début du XIXe siècle par la rupture, en partie fortuite, des liens avec le centre de la Monarchie, a donné aux anciens relais un pouvoir de décision autonome, sans que cela affecte dans son essence le système relationnel qui sous-tendait leur sphère d'influence¹⁶.

Le détour sud-américain a l'avantage d'accentuer les traits et de donner ainsi des clefs pour comprendre la situation espagnole. Une fois installée, à la fin du Moyen âge, une monarchie puissante au centre de la péninsule, la taille du territoire, à la différence de l'Amérique, n'a jamais empêché les locaux d'entrer en contact direct avec le souverain. Elle a cependant exigé de la part de celui-ci, l'installation d'un certain nombre de relais susceptibles de de l'informer et de lui permettre de distribuer "grâces" et ressources à sa disposition de la façon la plus adéquate possible. Pour des raisons d'efficacité, ces relais ont tout naturellement été installés dans des villes qui possédaient déjà un rôle central au niveau régional, enclanchant un processus circulaire de croissance (Barcelone, Valence, Palma de Majorque). En cas d'absence d'une tête visible ou dans le cas d'une multiplicité de têtes possibles (Castille-Léon) la monarchie a choisi, et son choix s'est avéré décisif. Ce processus, qui fait des capitales régionales les relais vers un centre, explique que la structuration des espaces régionaux autour d'une ville soit maximale sur une couronne à la fois suffisamment éloignée de ce centre pour que la relation exige une fonction-relai, et suffisamment proche - politiquement parlant - pour que l'action de l'Etat soit efficace. Il explique le processus de dissolution de la fonction de capitale régionale dans des régions antérieurement fortement structurées lorsque la monarchie s'y installe, rendant inutile les relais par sa proximité (Castilla - La Mancha), tout autant que l'enclenchement du mécanisme de création d'une capitale régionale dans une région qui en était dépourvue lorsque le renforcement de l'action de l'Etat la rend possible (Estrémadure).

¹⁶ Enriquez Agrazar (Lucrecia Raquel), *De colonial a nacional: la carrera eclesiástica del clero secular chileno entre 1650 y 1810*, Santiago de Chile, sous presse.